



C'est une rentrée à deux tons en cours au Cameroun depuis le 5 octobre dernier. Si dans les grandes villes, le train de la rentrée a effectivement démarré de la rentrée; dans les zones rurales, parents, élèves et enseignants peinent à tourner la page des six mois et plus, de vacances. Dans la localité de Yola par exemple, située à 12km de la ville de Ndélé dans le département de la Kadey, Région de l'Est, bon nombre de parents ont gardé leurs enfants à la maison pendant que de nombreux enseignants ont aussi boudé.

Ci-dessous, le Reportage de Gustave Epok, depuis la région de l'Est-Cameroun

« En ce jour de rentrée scolaire 2020-2021 (05 octobre 2020 Ndlr), nous avons accueilli moins de 300 élèves sur les 700 attendus. Je ne comprends pas la raison pour laquelle, les parents ont volontairement gardé leurs enfants chez eux malgré les messages de sensibilisation diffusés par les leaders religieux et les chefs traditionnels du village Yola et ses environs », regrette la directrice de l'Ecole primaire publique du village Yola. Suite à ce manque d'engouement des parents d'élèves, Irène NANA se montre déçue. « Pourquoi les parents peuvent-ils encore garder leurs progénitures à la maison ou les envoyer faire les travaux champêtres pourtant ils ont eu suffisamment de temps pour les exploiter depuis le mois de mars dernier ? Après plusieurs années de service dans cette localité, je peux vous avouer que les parents n'ont pas à cœur l'éducation de leurs enfants. Nous sommes démotivées de savoir que notre disponibilité à savoir partout où besoin s'impose soit confrontée à cette triste réalité. Aussi, le manque d'enseignant qualifié est un réel frein à aussi, le manque d'enseignant qualifié est un réel frein à l'encadrement de nos enfants », révèle l'enseignante. Elle souligne que le ratio élèves-enseignant est inéquitable. « Je suis la seule enseignante qualifiée de l'Ecole primaire publique du village Yola. Mes collaborateurs sont des maîtres des

parents recrutés sur le tas. Comment encadrer les 700 élèves attendus dans mon établissement scolaire ? », S'inquiète Irène Nana. Une réalité qui n'est pas isolée à la situation que connaissent l'ensemble des 13 écoles maternelles ; 30 écoles primaires ; 12 centres préscolaires communautaires et les 07 centres d'éducation de base non formels de l'arrondissement de Ndélélé, pour le compte des structures décentralisées du Ministère de l'Education de Base. Pour le compte du Ministère des Enseignements Secondaires, l'arrondissement de Ndélélé compte seulement 02 lycées d'enseignement secondaire général et 03 collèges de l'enseignement technique, industriel et commercial(CETIC). Tels sont les détails relevés dans la carte scolaire de la Commune de Ndélélé, dans le département de la Kadey, Région de l'Est. Etendue sur une superficie de 4000km², la Commune compte près de 40 mille habitants dont la moitié est en âge scolaire. Le manque d'infrastructures scolaires et d'enseignants déployés sur le terrain par le gouvernement est très insignifiant par rapport à la demande locale. « Les agents publics et fonctionnaires affectés ici pour la plupart des cas refusent de prendre service et d'être effectivement présents au poste. D'aucuns prennent service et disparaissent peu après. Certains enseignants en complicité avec la hiérarchie directe restent en ville mais perçoivent leurs salaires mensuels sans que cela ne dérange quiconque », dénonce un enseignant payé par les fonds de l'Association des parents d'élèves et des enseignants(APEE), qui a requis l'anonymat peur de représailles. « La rentrée a presque été effective au sein de mon établissement scolaire. En effet, sur les 09 personnels administratifs attendus, seuls 06 ont répondu présents. Des 20 personnels enseignants attendus, nous avons reçu la présence de 05 seulement. Au niveau des élèves, sur un effectif total de 335, nous n'avons que reçu 25 apprenants. Cependant, l'effectivité des cours est une réalité », renseigne le proviseur du Lycée bilingue de Ndélélé. Le chef d'établissement rappelle également que le respect des mesures barrières édictées par la hiérarchie est une réalité.

Paquet minimum

A la faveur de son élection à la tête de Commune de Ndélélé, Alexis GABELA a inscrit comme priorité de ses actions, l'éducation de la jeunesse locale. Dans le cadre de la décentralisation, le Ministère de l'Education de Base reçoit des fonds pour soutenir les enseignants dans les écoles. Pour cette année, le nouveau maire a innové en mettant le paquet minimum à la disposition des chefs d'établissement à temps. « *Depuis mon arrivée en 2017 à la tête de l'Inspection de l'éducation de l'arrondissement (IAEB-Ndélélé), c'est la première fois que j'assiste à la réception et la distribution du paquet minimum en temps opportun. A l'époque, on le recevait au mois de mars de l'année scolaire. Au cours de l'année scolaire dernière, c'est le 16 mars 2020 que nous avons reçu les kits perme Une situation très embarrassante qui n'aidait pas les enseignants. Nous souhaitons que le nouveau maire maintienne le cap et qu'il*

mette un accent particulier sur la construction des salles de classe », explique, Toussaint BELINGA NDENGUE. Face à cette doléance, Alexis GABELA a fait la promesse d'apporter des solutions selon la disponibilité des moyens à sa disposition. En rappel, c'est dans l'arrondissement de Ndélé que le préfet du département de la Kadey a procédé au lancement de l'année scolaire 2020-2021.